

Le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) est un centre de recherche indépendant fondé à Bruxelles en 1979.

Composé de vingt membres permanents et d'un vaste réseau de chercheurs associés, en Belgique et à l'étranger, le GRIP dispose d'une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, législation, contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques asiatiques.

En tant qu'éditeur, ses nombreuses publications renforcent cette démarche de diffusion de l'information. En 1990, le GRIP a été désigné « Messenger de la Paix » par le Secrétaire général de l'ONU, Javier Pérez de Cuéllar, en reconnaissance de « Sa contribution précieuse à l'action menée en faveur de la paix ».



Le GRIP bénéficie du soutien du Service de l'Éducation permanente de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

ÉCLAIRAGE – 9 août 2018

LOBEZ Clément, « *Retour de la Russie en RCA : entre multiples intérêts et lutte d'influence* », Éclairage du GRIP, 9 août 2018.

<https://www.grip.org/fr/node/2616>



Retour de la Russie en RCA : entre multiples intérêts et lutte d'influence

Clément Lobez

9 août 2018

Depuis une rencontre en octobre 2017 à Sotchi entre le président centrafricain Faustin-Archange Touadéra, et le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, la Russie renforce son soutien militaire au gouvernement de Bangui. La présence de « russophones » est de plus en plus marquée dans le pays et semble globalement bien perçue par la population. Cependant, en parallèle, la Russie n'hésite pas à lancer des négociations controversées avec des groupes armés « rebelles » afin de pouvoir s'assurer un accès aux ressources naturelles de l'est centrafricain, quitte à satisfaire, si besoin à l'avenir, les intérêts économiques de ces groupes. Dans le cadre d'une stratégie globale visant à reprendre pied sur le continent africain, le Kremlin accroît progressivement son influence en République centrafricaine (RCA) et semble contribuer à affaiblir celle d'autres puissances, telles que celles de la France ou encore des États-Unis.

Un appui militaire à Bangui apprécié

Après la signature d'un accord – resté confidentiel – à Sotchi, sous l'impulsion de membres de l'entourage de Touadéra, **Moscou a fortement renforcé sa présence militaire en RCA**. Tout d'abord, profitant d'une levée partielle de l'embargo qui pèse sur le pays, la Russie fait depuis mi-janvier [de considérables dons d'armes à Bangui dans le but d'équiper les Forces armées centrafricaines \(FACA\) et les forces de sécurité intérieures \(FSI\)](#). Conjointement, plusieurs centaines de conseillers militaires, notamment engagés par la société militaire privée *CH VK Wagner*¹, ont également été déployés à Bangui [pour participer à la formation des FACA](#). Les instructeurs, dont le nombre semble excéder celui qui avait été convenu avec les Nations unies, ont installé leur base dans l'ancienne propriété de l'empereur Bokassa à Bérengo. La résidence, qui s'étend sur plusieurs dizaines d'hectares, comprend une [ancienne piste d'atterrissage qui serait en train d'être agrandie](#).

Par ailleurs, depuis le 30 mars, [d'autres « contractuels », menés par un certain Valery Zakarov](#), ont été placés à la tête du dispositif de protection rapprochée du président Touadéra, marginalisant ainsi les Casques bleus rwandais de la MINUSCA qui la composaient

quasi-intégralement jusque-là. Le président Touadéra, qui craint [un hypothétique coup d'État orchestré par les Occidentaux](#) à cause de son rapprochement avec la Russie, pourrait rapidement encore augmenter le nombre de « russophones » dans la garde présidentielle.

Cette implantation militaire russe est légitimée par une situation sécuritaire très critique. Alors que la réforme du système de sécurité (RSS) centrafricain menée par l'Union européenne et l'ONU prend du temps et peine à produire des résultats tangibles, les 13 000 Casques bleus de la MINUSCA sont souvent critiqués pour leurs difficultés à protéger efficacement les populations civiles depuis le retrait de l'opération française Sangaris en 2016. Les dernières manœuvres de l'opération de paix dans le quartier du PK5 à Bangui en avril et mai 2018 [ont ravivé les tensions entre les groupes armés](#) dans un pays où l'autorité étatique reste toujours très limitée. En avril 2018, alors que le président Touadéra a appelé à augmenter les effectifs de l'opération onusienne, une source diplomatique russe avait d'ailleurs indiqué que son pays n'excluait pas [la possibilité d'envoyer des Casques bleus sur le terrain](#).

Enfin il est intéressant de constater que malgré la barrière des langues, **les soldats russophones semblent bénéficier d'une bonne image au sein de la population centrafricaine**. La levée partielle de l'embargo a été bien perçue par les Centrafricains². Moscou mène en outre [des opérations « humanitaires » visant à s'attirer la sympathie de la population](#). Pour sa part, **l'image de la France semble de plus en plus se détériorer dans le pays**. Une majorité de la population centrafricaine [tient la France pour responsable de sa situation actuelle, l'accusant de néocolonialisme, voire même d'entretenir des liens forts avec des groupes armés de l'ex-Séléka](#).

Un « double jeu » de la Russie

Si la Russie est fortement impliquée dans son soutien au gouvernement, **elle ne ferme pas pour autant le dialogue avec certains groupes armés de l'ex-Séléka**. Le Kremlin utiliserait comme intermédiaire le russophone et ex-leader de la Séléka, Michel Djotodia, aujourd'hui réfugié au Bénin. Cependant, la présence de plusieurs médiateurs russes [à Kaga-Bandoro](#) début mai montre que Moscou a également lancé des négociations sur le terrain. Si certains groupes armés semblent pour l'instant réticents à tout accord avec la Russie, le Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC) de Nourredine Adam et Abdoulaye Hissène aurait trouvé [un terrain d'entente avec Moscou](#).

L'ouverture de discussions entre Russes et groupes armés s'expliquerait principalement **par la volonté de satisfaire des intérêts économiques de part et d'autre**. L'intérêt russe pour les ressources minières de la RCA n'est un secret pour personne. Lors de l'entretien de Sotchi avec Touadéra, le constat du « *potentiel significatif d'un partenariat en matière d'exploitation minière* » a été fait par les deux parties. Les Russes ont déjà commencé à exploiter discrètement, et avec l'accord du gouvernement, des zones diamantifères et aurifères (Boda, Bakala).

Néanmoins, **Moscou serait également intéressé par les zones minières** (or, platine, etc.) **que contrôle le FPRC dans le nord du pays**. Début mai, plusieurs dizaines de camions russes sont arrivés dans la région de Birao, Ndélé et Bria depuis le Soudan, officiellement pour installer des hôpitaux dans plusieurs localités. Les groupes armés du FPRC permettraient ainsi aux Russes de [prospector librement le sous-sol de leur territoire](#), sous certaines conditions qui restent encore floues. Les Russes ont pu profiter du retrait des entreprises chinoises à la fin de l'année 2017, alors qu'elles étaient présentes dans le nord du pays depuis 2003.

Moscou s'affirme au milieu d'une lutte d'influence

En renforçant ses positions en RCA, **la Russie marque des points dans un pays où plusieurs grandes puissances semblent se mener une lutte d'influence**³. Selon le chercheur Thierry Vircoulon, la RCA est « un État à genoux et à vendre » et des puissances émergentes ou « revanchardes » – telles que la Chine et la Russie – sont accueillies à bras ouverts par Touadéra.

Tout d'abord, **la Russie s'est lancée dans une dynamique de dépoussiérage de son image de puissance vieillissante**. Elle tente ainsi de **relancer un discours anti-impérialiste et de réactiver les solides relations qu'avaient entretenues les deux pays de 1960 à 1980**, en plein contexte de Guerre froide. Au-delà de sa volonté de renforcer ses intérêts économiques et sa coopération sécuritaire, la Russie est bien consciente que la [RCA est située sur un carrefour en plein cœur de l'Afrique subsaharienne](#). Elle offre ainsi une position stratégique indéniable, notamment en complément du Soudan. Le chercheur de l'*IRIS* Arnaud Dubien explique que cette implantation en RCA n'est pas un cas isolé [puisque'elle s'inscrit dans une large stratégie à l'échelle continentale](#) lancée par Moscou depuis quelques années.

De surcroît, **la Chine souhaite également renforcer sa coopération avec la RCA**. Principalement intéressée par les matières premières du pays, elle entend également y [renforcer ses intérêts en matière de coopération militaire](#). Tout comme la Russie, le refus d'ingérence de la Chine sur des questions politiques a toujours été bien perçu par le gouvernement centrafricain. Pékin a effectué plusieurs gestes amicaux envers Bangui ces dernières années, dont le dernier en date est [l'exemption partielle de dettes équivalentes à 17 milliards de francs CFA](#) – soit 26 millions d'euros – en janvier 2018.

A contrario, **l'influence des pays occidentaux semble légèrement en recul**. **La France, qui a mené sept interventions militaires en RCA depuis l'indépendance du pays** en 1960, **semble avoir de plus en plus de difficultés à dialoguer avec le président Touadéra**. Le renouvellement de personnel au sein son ambassade à Bangui depuis mars 2018 témoigne de cette problématique. Contrairement aux Russes, Paris éprouve des difficultés à mettre en valeur sa coopération militaire avec Bangui⁴. Malgré son échec à céder des armes à la Centrafrique, la France tente de conserver un rôle auprès du gouvernement centrafricain. À cet égard, le « show of force » effectué par deux Mirage 2000 mi-mai a montré que Paris avait encore les moyens de peser sur les dynamiques à l'œuvre sur le territoire.

Enfin, s'ils restent inquiets face à la mise en place progressive d'un axe Angola-Soudan par Moscou, **les États-Unis de Donald Trump portent très peu d'intérêt à l'Afrique centrale**. Ils se fient pour l'instant à la France, qu'ils estiment mieux placée pour gérer ce dossier particulièrement sensible, qui se déroule dans ce qu'ils semblent encore considérer comme son « arrière-cour ». En réaction au don d'armes attribué par Moscou aux FACA, les États-Unis comptent tout de même faire [un don de 12,6 millions de dollars destiné aux programmes de formation et d'équipement de l'armée centrafricaine](#).

En somme, l'accord signé à Sotchi en octobre 2017 a permis à la Russie de renforcer sa coopération militaire avec Bangui. Cette dernière se traduit par un soutien militaire de plus en plus important, officiellement dans le but de soutenir le gouvernement de Touadéra contre des groupes armés qui contrôlent 80 % du territoire. Derrière cette généreuse aide militaire, Moscou espère renforcer sa présence sur une position géostratégique hors pair mais également se servir du cas centrafricain pour créer de nouveaux partenariats de défense avec d'autres acteurs continentaux. La Russie améliore également son image auprès des populations, dont le lien de confiance avec la MINUSCA semble quasiment rompu. Néanmoins, en parallèle, la Russie dresse son propre plan d'action qui diffère largement de celui des Nations unies. Afin de satisfaire ses intérêts économiques, le Kremlin n'hésiterait pas à passer secrètement des accords controversés avec des groupes armés afin d'exploiter le riche sous-sol centrafricain. Enfin, l'influence montante de la Russie en RCA, mais aussi sur l'ensemble du continent africain, semble se faire au détriment des grandes puissances occidentales. Elle cherche ainsi à exploiter les opportunités ouvertes par le recul des puissances occidentales, qui souffrent d'une image dégradée auprès des populations locales et suivent globalement une trajectoire de désengagement, caractérisé par un recentrage d'autres priorités stratégiques telles que les questions migratoires et strictement sécuritaires.

* * *

L'auteur

Clément Lobez a été assistant chercheur au GRIP dans la section « Conflits, sécurité et gouvernance en Afrique » et se spécialise actuellement sur les thématiques sécuritaires en Afrique subsaharienne.

-
1. Déjà amenée à intervenir dans le Donbass et en Syrie, la société militaire privée *Wagner* ne détient pas de statut juridique officiel en Russie mais est financée par un oligarque russe proche de Poutine. Le 1^{er} août 2018, trois journalistes russes qui enquêtaient sur les activités de *Wagner* en RCA ont été assassinés à Sibut, au nord de la capitale. Victimes d'une embuscade, le motif et les circonstances exactes de leur mort restent encore flous.
 2. Imposé par le Conseil de sécurité des Nations unies en 2013, l'embargo sur les armes ne cesse d'être prolongé et reste très impopulaire dans le pays. La majorité de la population le considère avant tout comme une punition et une ingérence qui bafoue la souveraineté de la RCA en matière de sécurité.
 3. « La Centrafrique terrain d'une lutte d'influence diplomatique et sécuritaire », *AFP*, 19 mai 2018.
 4. Pourtant, la France participe activement à la mission de formation de l'EUTM et offre des actions de coopération structurelle et opérationnelle aux FACA.